

Quelle nouvelle conception du développement humain ?

Frédéric Lebaron

Sociologue, université de Picardie

L'une des conséquences de la crise économique mondiale a été de donner plus de force à la critique croissante des indicateurs dominants en matière de performance économique et sociale (le produit intérieur brut, PIB ¹); celle-ci était restée longtemps confidentielle ou du moins circonscrite à des secteurs «hétérodoxes» et «critiques» de la socio-économie, malgré le rôle moteur du Programme des nations unies pour le développement (PNUD) et d'économistes internationalement reconnus comme l'Indien Amartya Sen (lauréat du «prix de sciences économiques» en mémoire d'Alfred Nobel). En France, le BIP40 ² a eu un rôle important dans ce débat, en montrant que la croissance du PIB pouvait s'accompagner d'une dégradation multidimensionnelle des inégalités : inégalités de revenus et d'emploi, éducatives, de santé, de logement, face à la justice, etc.

Le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi de septembre 2009 ³ a particulièrement bien illustré cette crise de la mesure économique, rendue plus intense par l'effondrement de la finance et de l'économie mondiale en 2008-2009. Encore récemment, nous avons pu lire dans la presse que plusieurs pays (l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne, et même la Chine qui semble à l'avant-garde de ce mouvement dans le cadre de son douzième plan quinquennal ⁴) souhaitaient prolonger la perspective ouverte par cette commission ; notamment en développant des «batteries d'indicateurs» («tableaux de bord») de progrès social. Ceux-ci sont fondés sur les performances en matière d'éducation, de santé, de lien social, de conditions environnementales, de droits politiques,

de sécurité physique et économique, de bien-être subjectif, etc. Autre événement intéressant : fin 2010, le PNUD a rénové l'indicateur de développement humain (IDH) ⁵ et introduit, entre autres innovations, un «IDHI2010» qui intègre les différentes inégalités des trois dimensions retenues (richesse, santé, éducation) dans le calcul du niveau global de développement humain. Sur les 15 pays classés premiers selon l'IDHI, 12 sont des pays d'Europe du Nord et continentale. Le Royaume-Uni est 21^e, loin derrière la République tchèque, entre la Grèce et la Slovaquie. Les cinq pays nordiques sont classés dans les 11 premiers. La France est quatorzième, proche des États-Unis.

On aurait pu penser, au moment où le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi était publié avec une forte mobilisation médiatique, que les défaillances dans l'anticipation scientifique de la crise mondiale auraient pour conséquence un changement notable dans l'appareil statistique public ; celui-ci s'est en effet révélé assez peu performant, en contribuant à diffuser une vision extrêmement optimiste de la situation économique et sociale qui a été particulièrement visible en 2006-2007 ⁶. Nous sommes pourtant toujours loin, comme le disait récemment Jean-Paul Fitoussi ⁷, de la «révolution statistique mondiale» à laquelle le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi en appelait : faute d'abord de moyens publics, les évolutions vers de nouvelles mesures—qui supposent de nouvelles enquêtes—permettant de concrétiser une autre façon de concevoir le progrès social semblent marquer le pas.

Le problème est cependant plus profond, notamment en Europe. Un rapport récent du Conseil d'analyse économique/Conseil allemand des experts en économie ⁸ pour les dirigeants français et allemands l'illustre bien. Car s'il se présente comme un prolongement direct du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi, ce rapport marque aussi une nette inflexion : il réhabilite le PIB comme indicateur de performance économique (à côté d'autres indicateurs), là où le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi en appelait à des innovations dans la comptabilité nationale (autour des revenus et des ménages) ; il propose de développer un petit tableau de bord d'indicateurs de qualité de la vie assez limité et relativement arbitraire, sans qu'y figure d'indicateur d'inégalités autre que le rapport S80/S20 ⁹ pour les revenus, alors que Joseph Stiglitz n'a cessé d'insister sur la nécessité de mesurer les différentes formes d'inégalités (éducation, santé, lien social, sécurité économique, etc.) ; enfin, il redéfinit la «soutenabilité» dans un sens plus monétaire et financier en introduisant des indicateurs comme le ratio dette publique/PIB et divers autres indicateurs de stabilité financière ; du même coup, il dilue les indicateurs environnementaux dans une conception élargie et très financière, très contestable aussi ¹⁰, de la «soutenabilité». Ce sont finalement les «grands équilibres» chers à la vieille orthodoxie budgétaire qui triomphent là aussi. Cela au moment où ils légitiment des réformes dites structurelles régressives et corsètent plus que jamais les politiques des pays européens. En guise d'alternative sociale et environnementale à l'hé-

gémonie des indicateurs économiques, ce sont donc finalement des critères monétaristes qui semblent l'emporter—ce qui constitue un véritable dévoiement du projet de rénovation initial, qu'il faut bien sûr relier à un contexte politico-économique désormais centré sur la «survie de l'euro» et le triomphe de l'orthodoxie.

Un problème assez grave posé par ce succès apparent de la critique du PIB est qu'elle ne débouche pas, à ce jour, sur une véritable alternative et qu'elle semble sans grande conséquence sur les politiques publiques. Les indicateurs de cohésion sociale de l'Union européenne, qui ne sont qu'une version largement affadie des indicateurs sociaux, s'orientent majoritairement dans un sens négatif en 2009 : tous ceux qui sont liés au chômage bien sûr, mais aussi aux inégalités économiques, à la dispersion interrégionale des performances, etc. Précisément au moment où l'on pouvait faire le constat que ces indicateurs se dégradaient, les politiques publiques se sont, de leur côté, brutalement orientées dans un sens très restrictif, accélérant les dynamiques néolibérales—ce qui contribuera sans nul doute à dégrader un peu plus les performances en matière de cohésion sociale déjà amoindrie avec la crise et trente ans de néolibéralisme. Sans parler bien sûr des enjeux environnementaux : la connaissance du réchauffement climatique et de son rythme n'implique pas des décisions à la hauteur, comme le montrent le sommet de Copenhague et ses suites. En Europe, les politiques publiques n'améliorent ni la croissance du PIB ou tout autre indicateur de performance économique qui n'en aurait pas les défauts productivistes, ni les indicateurs sociaux ni les indicateurs environnementaux ¹¹.

L'enjeu des nouveaux indicateurs de richesse est pourtant fondamental. Bien construits et bien utilisés, ils permettent aujourd'hui—et pourraient toujours mieux permettre s'ils étaient améliorés, multipliés et publicisés—de fortement nuancer le discours optimiste de la «reprise» (qui reste surtout financière en Europe) et de donner une idée plus nette de l'ampleur de la crise sociale en cours dans les pays développés, mais aussi dans des pays décrits comme «émergents». Ils indiquent des directions explicites vers lesquelles les politiques publiques devraient chercher à tendre et à l'aune desquelles les acteurs politiques devraient souhaiter voir leur action évaluée à l'avenir. En fournissant des repères positifs, des objectifs rationnels et critiques (il faut toujours garder à l'esprit le fait qu'il n'y a pas d'indicateur totalement univoque, que le réel est multidimensionnel), ils permettent de contribuer à faire sortir la politique de la seule rhétorique ; ils peuvent aussi donner aux citoyens et aux militants des outils simples et accessibles de critique et de proposition, peut-être tout aussi efficaces que beaucoup de discours anticapitalistes, souvent assez peu audibles dans les classes populaires.

Notes

- (1) Dominique Méda, *Au-delà du PIB. Pour une autre mesure de la richesse*, Paris, Flammarion, 2008.
- (2) www.bjp40.org
- (3) Joseph Stiglitz, Amartya Sen, Jean-Paul Fitoussi, *Performances économiques et progrès social. Vers de nouveaux systèmes de mesure*, Paris, Odile Jacob, 2009 et Joseph Stiglitz, Amartya Sen, Jean-Paul Fitoussi, *Performances économiques et progrès social. Richesse des nations et bien-être des individus*, Paris, Odile Jacob, 2009.
- (4) http://french.china.org.cn/lianghai2011/2011-03/03/content_22043256.htm
- (5) PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 2010*, Paris, UN, 2010.
- (6) Frédéric Lebaron, *La crise de la croyance économique*, Bellecombe-en-Bauges, Le Croquant, 2010.
- (7) Jean-Paul Fitoussi, « Nous sommes loin de la révolution statistique mondiale », *Le Monde*, 26 janvier 2011 : http://www.lemonde.fr/cgibin/ACHATS/acheter.cgi?offre=ARCHIVES & type_item = ART_ARCH_30J & objet_id = 1146715
- (8) Conseil d'analyse économique/Conseil allemand des experts en économie, *Évaluer la performance économique, le bien-être et la soutenabilité*, Paris, Documentation française, 2010 : <http://www.cae.gouv.fr/IMG/pdf/095.pdf>
- (9) Il s'agit d'un rapport --interquartile.
- (10) Voir Philippe Askénazy, Thomas Coutrot, André Orléan, Henri Sterdyniak, *Manifeste des économistes atterrés. Crise et dettes en Europe, 10 fausses évidences, 22 mesures en débat pour sortir de l'impasse*, Paris, Les liens qui libèrent, 2010.
- (11) L'inflation – qui est l'objectif ultime de la politique économique européenne sous domination de la BCE – n'est même pas vaincue, surtout pour les catégories populaires.